

Edouard Philippe veut faire entrer 500 000 “étudiants” étrangers par an chez nous

écrit par Marcher sur des oeufs | 21 novembre 2018



Communiqué de presse de Nicolas Bay, Député français au Parlement européen, Co-Président du groupe « Europe des nations et des libertés »

À l’occasion des rencontres universitaires de la francophonie, Edouard Philippe s’est fixé pour objectif de passer de l’accueil de 343 000 étudiants étrangers à 500 000 en 2027, soit une hausse de 46% ! Le gouvernement va proposer en ce sens des visas simplifiés. Le dépôt de la demande pour études se fera ainsi en ligne et les consulats auront pour consigne d’accorder la priorité aux demandes de visas étudiants.

Alors que la France accueille déjà 343 000 étudiants étrangers (chiffres de Campus France), dont une partie ne cherche qu’à obtenir une carte de résident permanent et utilise de fait cette filière comme un moyen de s’installer durablement sur le territoire national, le gouvernement va lancer un nouvel appel d’air. Les étudiants qui viennent en France sont, en effet, pour majorité originaires du Maroc, d’Algérie et de Tunisie, à hauteur de 24% (selon les chiffres du Ministère de l’Éducation nationale, de l’Enseignement supérieur et de la Recherche pour

les années 2015-2016).

Si la formation des étudiants étrangers peut participer au rayonnement de notre pays, les visas étudiants sont devenus aujourd'hui une voie privilégiée pour tous les candidats à l'immigration. L'objectif d'Edouard Philippe apparaît par ailleurs d'autant plus irresponsable qu'à chaque rentrée 87 000 bacheliers peinent à trouver leur place à l'Université, quand des dizaines de milliers d'étudiants étrangers en rejoignent les bancs sans difficulté.

Le gouvernement doit se garder de toute naïveté : de nombreux ressortissants de pays tiers n'utilisent pas ce canal migratoire à des fins d'études mais simplement pour accéder à notre pays et à l'espace Schengen. Voilà pourquoi il est indispensable de veiller à ce que les études soient réellement poursuivies et s'assurer qu'ils retourneront ensuite chez eux afin de faire profiter leur pays de la formation offerte par la France.